

**ARRETE N° 101 /2024**

**Portant réglementation de la circulation sur le chemin Terrain Café,  
le mardi 19 mars 2024**

**Le Maire de la Commune de Petite-Île,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L2213-1 et suivants,

**Vu** le Code pénal, et notamment son article R610-5,

**Vu** le Code de la route et notamment ses articles L110-3, L411-1, L411--6, R110-1, R110-2, R411-8,

**Vu** l'arrêté du 06 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 02 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

**Vu** l'instruction interministérielle du 13 août 1977 sur la signalisation routière modifié par les textes subséquents,

**Vu** l'arrêté n° 255/2018 du 12 octobre 2018 modifiant les limites des agglomérations sur le territoire communal,

**Vu** la demande formulée le 11 mars 2024, par laquelle l'association Team Rallye Sud dont le siège social se situe au 35, chemin Estellien Sorres – 97429 Petite-Île, sollicite l'autorisation d'occupation du domaine public routier communal,

**Vu** l'arrêté municipal n° 100 /2024 portant autorisation d'occupation du domaine public accordée à l'association Team Rallye Sud,

Considérant que cette réglementation est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de la voie, et de prévenir tous risques liés à l'occupation temporaire du domaine public routier communal par l'association,

**ARRETE :**

**Art.1.- La circulation et le stationnement de tous véhicules à moteur et sans moteur en dehors de ceux dûment autorisés en vertu de l'arrêté n° 100 /2024 susvisé sont interdits dans les conditions ci-après définies :**

- **Le chemin Terrain Café, partie comprise entre le chemin des Fruits à Pain et la rue des Zattes**  
**Dans les conditions ci-après définies : le mardi 19 mars 2024, de 18h30 à 20h30.**

**Art.2.-** La signalisation de fermeture de ladite portion de route sera mis en place par les services municipaux de Petite-Île.

**Art.3.-** Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire ou agent de la force publique habilité à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Art.4.-** Le présent arrêté sera affiché au lieu habituel de l'affichage municipal et publié au recueil des actes administratifs.

**Art.5.-** Le Directeur général des services de la Commune, est chargé, de faire appliquer le présent arrêté.

Fait à PETITE-ÎLE, le 13 Mars 2024

**Copie transmise à :**

Le Commandant de la Communauté de brigade de gendarmerie de Saint-Joseph,  
Le Responsable de la Police municipale,  
La Responsable des Services Techniques de la Commune



**P. le Maire empêché,  
Le 1<sup>er</sup> Adjoint,**

Olivier Fort

**Le Maire certifie le présent arrêté exécutoire**

**Compte tenu de sa publication en Mairie le .....**

**Voies et délais de recours**

Dans le délai de deux mois à compter de la notification, de la publication et/ou de l'affichage de la présente décision les recours suivants peuvent être introduit :

- un recours gracieux motivé peut être adressé auprès de Commune de Petite-Île

- un recours contentieux peut-être formé devant le Tribunal Administratif de la Réunion, sis 2 ter rue Félix Guyon - 97400 Saint-Denis, dans les deux mois suivant la date de publication de la présente décision contestée ou la date de rejet de votre recours gracieux.